

EXTRAIT

Du Registre des délibérations du Conseil Communautaire

DELIBERATION N° 06/2021 – 12

OBJET : RESTAURATION COMMUNAUTAIRE
Bilan Délégation de Service Public (DSP) pour la période du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020

L'An deux mille vingt et un et quinze du mois de juin (**15.06.2021**) à 18 heures 30, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Terres des Confluences, convoqué le 09 juin 2021, s'est rassemblé à la salle Jules Fromage de Saint Nicolas de la Grave, sous la présidence de Monsieur Dominique BRIOIS, Président de la Communauté de Communes.

CONSEILLERS PRESENTS :

M. BRIOIS Dominique, Président
M. BESIERS Jean-Philippe, 1^{er} Vice-Président
M. LOPEZ Romain, 2^{ème} Vice-Président
Mme FORNERIS Dominique, 3^{ème} Vice-Présidente
M. GARGUY Bernard, 4^{ème} Vice-Président
Mme FEAU Annie, 5^{ème} Vice-Présidente
M. BOUCHÉ Bernard, 6^{ème} Vice-Président
M. SAMAIN Hugues, 7^{ème} Vice-Président
M. LAFONT Hubert, 8^{ème} Vice-Président
Mme VISSIERES-DELVOLVE Marie-Thérèse, 9^{ème} Vice-Présidente
M. PREVEDELLO Xavier, conseiller délégué
M. JAMAIN Thierry, conseiller délégué

M. CRUBILÉ Jean-Luc - Mme AVARELLO Georgette - M. PONS Michel - Mme BAJON-ARNAL Jeanine - M. KOZLOWSKI Éric (à partir de la délibération n°2) - Mme CARDONA Muriel (à partir de la délibération n°9) - M. FERVERAL Jean-Philippe - Mme BETIN Nadia - Mme PAYSSOT Céline - Mme PECCOLO Marie-Christine - M. ANGLES André - Mme CAVERZAN Marie-Claire - Mme DELZERS Monique - M. BOUTINES Gilbert - Mme FAVAREL Annie - M. VIGNAUX Christian - M. COULOM Michel - M. FEGNE Jean - Mr POUGNAND Jérôme - M. PUCHOUAU Pierre - Mme GAYET Stéphanie (à partir de la délibération n°2) - Mme LOPEZ Sophie - M. LOURMEDE Guy - Mme SCHATTEL Danièle - M. ACHCHTOUI Soufiane (à partir de la délibération n°3) - M. SÉGARD Georges - Mme HEMMAMI Estelle - Mme CAVALIÉ Marie - Mme BADENS Véronique - M. FOURNIÉ Philippe - M. BRAS Jacques - Mme DUPOUY Nadine - M. USSEGLIO Philippe - Mme MOREL Michelle

CONSEILLERS REPRESENTES :

M. DELLAC Patrick, conseiller délégué
M. DUPUY Guy
Mme CARDONA Muriel (jusqu'à la délibération n°8)
M. DURRENS Serge
M. REMIA Alex
M. EIDESHEIM David
M. BON Philippe
M. BENECH Eric
Mme CAVERZAN Martine
Mme DELCHER Any (à partir de la délibération n°2)
Mme M'BAMBI MATALA Claudine
M. THIERS Jean-Christophe
Mme ESQUIEU Pierrette
M. BOUSQUET Franck

a donné procuration à Thierry JAMAIN
est représenté par Jean-Paul FEGNE
a donné procuration à Eric KOZLOWSKI
a donné procuration à Marie-Christine PECCOLO
a donné procuration à Nadia BETIN
a donné procuration à Michel PONS
a donné procuration à André ANGLES
a donné procuration à Marie-Thérèse VISSIERES-DELVOLVE
a donné procuration à Dominique BRIOIS
a donné procuration à Stéphanie GAYET
a donné procuration à Jérôme POUGNAND
a donné procuration à Romain LOPEZ
a donné procuration à Danièle SCHATTEL
a donné procuration à Estelle HEMMAMI

ABSENTS NON EXCUSES :

Mme TRESSENS Christiane
M. PAILLAS Alain
Mme LAFFINEUR Nicole

En conformité à l'article L.5211-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il a été procédé par voie de scrutin à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein de l'Assemblée, Philippe USSEGLIO ayant obtenu la majorité des suffrages, a été délégué pour remplir ces fonctions qu'il a acceptées.

Vu la loi n° 92-122 du 29 janvier 1993 modifiée relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques, dite loi Sapin ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1411-1 et suivants ;

Vu le Code de la Commande Publique, et notamment son article L. 3131-5 ;

Vu les statuts de la Communauté de communes Terres des Confluences en matière de restauration communautaire, notamment :

- La construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion de la cuisine centrale intercommunale, située à Castelsarrasin, allée des Tournesols et qui sera transférée sur la zone d'activités de Barrès 1 à Castelsarrasin ;
- La fabrication des repas en liaison froide, destinés aux structures suivantes du territoire intercommunal qui le souhaitent : crèches, écoles, centres de loisirs, portage à domicile et adultes de foyers restaurants ;
- La livraison des repas dans les points de distribution du périmètre intercommunal ;
- Les matériels de remise en température des repas dans les points de distributions bénéficiant du service.

Vu la délibération n° 12/2015-2 – 10-1 du 17 décembre 2015 annulant et remplaçant la délibération n° 12/2015 – 3 du 1^{er} décembre 2015 portant approbation du principe de délégation de service public pour la restauration collective communautaire ;

Vu la délibération n° 07/2016-8 du 21 juillet 2016 approuvant le choix du délégataire et confiant la gestion du service de restauration communautaire de la Communauté de communes Terres de Confluences à la société SOGERES dont le siège social est situé 30, cours de l'Ile Séguin à Boulogne-Billancourt, par voie d'affermage, du 01/09/2016 au 31/08/2019 ;

Vu la délibération n° 07/2019-2 du 9 juillet 2019 prolongeant le contrat de DSP avec la société SOGERES du 01/09/2019 au 31/08/2021 ;

Considérant que l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) en vigueur au moment de la publication de l'avis d'appel public à candidature prévoit que le délégataire (SOGERES) doit produire, chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la DSP et une analyse de la qualité du service ;

Considérant que le contrat d'affermage prévoit, à son article 42-2 le contenu des éléments attendus dans le rapport, à savoir ;

1. Les données comptables suivantes :

- Le compte annuel de résultat de l'exploitation de la délégation rappelant les données présentées l'année précédente au titre du contrat en cours. Pour l'établissement de ce compte, l'imputation des charges s'effectue par affectation directe pour les charges directes, et selon des critères internes issus de la comptabilité analytique ou selon une clé de répartition dont les modalités sont précisées dans le rapport pour les charges indirectes, notamment les charges de structure ;
- Une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle, et dûment motivée ;
- Un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat ;

- Un compte rendu de la situation des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, comportant notamment une description des biens et le cas échéant le programme d'investissement, y compris au regard des normes environnementales et de sécurité ;
- Un état du suivi du programme contractuel du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué, ainsi qu'une présentation de la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation ;
 - Un état des autres dépenses de renouvellement réalisées dans l'année conformément aux obligations contractuelles ;
 - Un inventaire des biens désignés au contrat comme biens de retour et de reprise du service délégué. Cet inventaire doit être mis à jour, et faire mention des dates de mises en service ;
 - Les engagements à incidences financières, y compris en matière de personnel, liés à la Délégation de Service Public et nécessaires à la continuité du service public.
2. L'analyse de la qualité du service comportant tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par le Déléguataire, pour une meilleure satisfaction des usagers.
3. Toutes informations utiles relatives à l'exécution du service et notamment :
- Les tarifs pratiqués, leur mode de détermination et leur évolution, ainsi que les autres recettes d'exploitation ;
 - Les sommes perçues auprès des usagers (par catégorie de tarif) et celles versées par le Déléguant au titre de la compensation pour tarifs sociaux ;
 - Le coût de production des repas servis :
 - Les coûts détaillés des denrées (achetées, distribuées, ...) ;
 - L'organisation et les charges détaillées du personnel ;
 - Le détail des autres charges de production (charges directes ou indirectes avec clés de répartition) ;
 - Les coûts de livraison ;
 - Les frais de structures ;
 - Les Rabais Remises Ristournes Obtenus (RRRO) ;
 - Les résultats ;
 - Le nombre total de repas distribués suivant leur catégorie et évolution (y compris les prestations annexes) ;
 - La quantité de denrées (achetées, distribuées, état des stocks) ;
 - Les tableaux de contrôle des engagements pris (% frais, % fait "maison", % local,...) ;
 - Les tableaux de contrôle des fréquences (12 mois) pour les fruits et légumes, les viandes, les produits bio,... ;
 - L'effectif du service et la qualification des agents ;
 - Les modifications éventuelles de l'organisation du service ;
 - L'ensemble des adaptations ou travaux à envisager (notamment en cas de progrès technologiques et/ou réglementaires) ;
 - Le suivi des actions de développement durable.

Considérant que le délégataire a remis le rapport avant le 1^{er} juin 2021, pour la période du 1^{er} septembre 2019 au 31 août 2020 ;

Considérant que ce dernier doit être mis à l'ordre du jour de la plus prochaine réunion de l'assemblée délibérante qui en prend acte ;

Vu l'avis de la commission communautaire Finances et actions de mutualisation et de coopération en date du 25 mai 2021 ;

Vu les avis des conférences des maires du 26 mai 2021 et du 8 juin 2021 ;

AR Prefecture

082-200066322-20210618-DEL06202112-DE

Reçu le 18/06/2021

Publié le 18/06/2021

~~Vu la synthèse présentée en séance~~ ; étant précisé que le rapport global est mis à disposition au siège de la Communauté de Communes ;

DISPOSITIF DE LA DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil Communautaire :

- **prend acte** du rapport annuel de Délégation de Service Public pour le service restauration collective établi par la société SOGERES.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa :

Transmission en Sous-Prefecture le : 18/06/2021

Publication le : 18/06/2021

Notification le :

AU REGISTRE SONT LES SIGNATURES
POUR COPIE CONFORME AU REGISTRE
DES DELIBERATIONS

LE PRESIDENT

D. BRIQIS



Membres en exercice : 62

Présents : 47

Votants : 59

Adopté à l'unanimité des votants